

**N°2025-017**

Département de la  
Seine-Saint-Denis  
Arrondissement du  
Raincy  
Canton de Sevrans

REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté – Egalité – Fraternité

**CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION SOCIALE  
VILLE DE SEVRANS**

**DECISION**

**Objet : Convention de partenariat pour la mise en œuvre  
du FSL – Commission locale d'impayés d'énergie  
2025**

Le maire, président du CCAS,

**VU** le Code de l'action sociale et des familles ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ;

**VU** le décret 95-562 du 6 mai 1995 relatif au Centre Communaux et Intercommunaux d'Action Sociale ;

**VU** la délibération n°02 du Conseil d'Administration du CCAS en date du 28 juillet 2020 déléguant au Président, l'ensemble des attributions prévues par l'article 21 du décret n°95-562 modifié, et ce pour la durée du mandat ;

**Vu** la délibération N°12-02 du 12 juin 2025 de la commission permanente du Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis

**Considérant** que le FSL a pour objectif de prévenir les impayés d'énergie en soutenant les ménages en difficultés

**Considérant** que la commission locale d'impayés d'énergie constitue un outil local de coordination permettant de repérer, évaluer et traiter les situations d'impayés d'énergie

**Considérant** qu'une collaboration étroite entre les partenaires institutionnels, sociaux et énergétiques est nécessaire pour renforcer l'efficacité des interventions en matière de précarité énergétique

**Article 1** : DECIDE d'approuver la convention de partenariat pour la mise en œuvre du FSL – Commission locale d'impayés d'énergie avec le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis.

SLOW

**Article 2** : DECIDE de signer la convention de partenariat dont la durée est sur la période du 1/01/2025 au 31/12/2025.

**Article 3** : DIT que la présente décision sera inscrite au registre des décisions du Centre Communal d'Action Sociale et un extrait sera affiché dans ses locaux.

**Article 4** : la présente décision :

- Sera transmise à Monsieur Le Préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité ;
- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire de Sevran, président du CCAS dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L. 411-7 CRPA) ;
- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil par courrier ou sur le site *Télérecours* ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Copie sera adressée à :

XXXXXXX

XXXXXXX

**Le Maire, Président du CCAS**



Stéphane BLANCHET